

# Essai critique sur un système de monnaie en régime socialiste

En régime capitaliste le rôle de la monnaie est d'exprimer la valeur des marchandises à travers leur rapport d'échange, c'est-à-dire le rapport temps de production sociale accumulé dans ces marchandises, l'étalon-or servant de commune mesure sur le plan international. Mais, de plus, la monnaie échangiste en régime capitaliste doit posséder une autre qualité découlant de la première conserver cette valeur dans le temps, en un mot être apte dans le cycle «argent-marchandise-argent» de capitaliser dans le temps le «sur-travail» ou «plus-value».

La découverte de la monnaie dite fondante (système Silvio Gessel) ou «sensibilisée» de Robert Milocque chère à «Jaffet» cet apôtre de la collaboration capital-travail ne change rien au caractère de la monnaie capitaliste si ce n'est d'activer le cycle argent-marchandise dans la première forme et d'ajouter dans la deuxième une sensibilisation découlant de la productivité.

## La monnaie en régimes socialistes

Si nous parlons au pluriel de «régimes» socialistes, ceci découle du fait que 2 grandes écoles se réclament du socialisme: 1. le collectivisme, 2. le communisme.

Bien que les marxistes fassent une distinction entre les deux régimes, pour nous le communisme reste la forme du socialisme poussée à son intégralité (production-consommation), alors que le collectivisme ne prévoit que la socialisation des moyens de production et services publics, tout en conservant une rétribution individuelle suivant la quantité et la qualité du travail fourni «à chacun suivant ses œuvres».

Dans ce domaine, le régime soviétique peut être qualifié d'étato-collectivisme partiel.

## I. Collectivisme

La monnaie en régime collectiviste reste déterminée par la «valeur temps de production sociale moyenne», peu importe d'ailleurs que la dénomination officielle reste franc, rouble, etc., au lieu de heures, minutes, le nom et la valeur de l'heure étant ici purement conventionnels. Que nous disions qu'un produit à une valeur de 1 heure de travail ou que, conventionnellement, nous donnions à la monnaie le nom de «franc» et que nous fixions la valeur heure à 100 fr, la différence n'est pas dans les termes employés puisque 1 heure et 100 francs dans cet exemple sont équivalents.

La valeur temps repose donc sur la définition de la valeur à travers la durée ou le travail accumulé dans un produit et par extension dans l'ensemble de la production à travers les divers opérations successives qui portent la matière première à l'état d'objet fini, suivant la définition marxiste.

Une première constatation s'impose: ce système repose sur le coût de la production ou coût de revient. Dès lors, ce qui le différencie du système capitaliste, c'est la suppression de la «rente» ou *«plus-value» purement capitaliste*; par contre il conserve une partie des tares, le «coût de revient» ne donnant pas une définition réelle de la valeur sociale d'un produit sur le plan de la consommation mais seulement le rapport temps-objet.

Ainsi, en prenant l'exemple de la France, sur un chiffre moyen, la production nationale donne 200 Kgs de blé et 150 litres de vin par habitant sans que cela signifie que le coût de production-temps de ces deux produits soit équivalent.

Le régime collectiviste se définit «à chacun suivant ses œuvres» cela signifie en clair une double classification dans le travail: quantitativement (durée) et qualitativement pour

un travail supérieur en qualification professionnelle ou en connaissances données. Le travail supérieur devenant alors du travail simple multiplié, par exemple: une journée d'un ingénieur égale 6 journées d'un manœuvre... Le caractère de rétribution individuelle du collectivisme conserve donc bien encore une tare du régime capitaliste. En effet, si la «plus-value» qui était à la base de la «formation» puis de «l'accumulation capitaliste» en tant que part du Capital est supprimée il n'en persiste pas moins une «plus-value» pour la rétribution de la hiérarchie rétribution purement conventionnelle en régime «collectiviste» sans limites établies.

Si, théoriquement, la définition et la réalisation de la monnaie temps est simple puisqu'elle consiste à déterminer par branche de production donnée le temps moyen social contenu dans un objet, il ne reste plus qu'à multiplier et additionner les temps de production moyens pour avoir la valeur-temps globale, qui doit être égale au total des temps exprimés en heures de l'ensemble des producteurs et travailleurs d'un pays donné et, ensuite, multiplier ou diviser suivant le cas par le coefficient démographique. Ce coefficient démographique découle du fait que s'il y a 100% de consommateurs il n'y a guère que 50% de travailleurs. De plus sur les 50% de non-travailleurs, les besoins ne sont pas équivalents (enfants, vieillards par exemple) Pour chaque âge ou cas on donne un «coefficient-besoin» puis on transforme ces besoins inférieurs à ceux de l'adulte en valeur-adulte pour avoir enfin le coefficient total valeur-adulte.

Supposons donc qu'un objet contienne 1 heure de travail ou 100 F si l'on conserve le terme franc (100 évalent 1 heure dans ce cas), le coefficient démographique étant supposé être 2 (1 travailleur pour un non-travailleur) le produit vaudra donc 2 heures ou 200 F en multipliant par 2. Le travailleur recevra l'équivalent-monnaie de son temps de travail, mais il ne pourra acquérir avec cela que la moitié de sa quote-part-

production, afin de permettre aux non-travailleurs ou non-producteurs d'acquérir également leur part.

Il va sans dire que nous avons pris dans l'exemple qui précède une définition «coût final» simple, nous n'avons pas tenu compte de l'existence d'une hiérarchie ce qui, en fait, aurait porté le coût final consommation à 3 heures ou 300 F en admettant que, comme en Russie, 50% du revenu national aillent à la hiérarchie ou bureaucratie.

Il ne reste donc plus alors qu'à donner à chaque adulte et non-adulte sa part-temps égale à celle du travailleur de base compte tenu des besoins.

Nous venons de voir que si la définition de la valeur-temps est *théoriquement* simple, *pratiquement* elle devient très complexe.

Prenons l'industrie automobile, par exemple, et en tenant compte que dans les 3 facteurs de production *nature*, *science* et *homme* seul ce dernier est à la fois moyen et fin, c'est-à-dire onéreux. Le minerai, lui, c'est la nature: il est gratuit jusqu'au moment où du travail accumulé pour son extraction est contenu dans ce minerai. À partir de ce moment où le facteur homme entre en jeu il représente une valeur-temps.

De la mine à la fonderie, en tenant compte du coût-temps-homme-kilomètre-transport de la fonderie à la transformation, de la transformation à l'usine automobile: encore un coût-transport. Là, il va être transformé en auto, camionnette, camion, tracteur, etc. Ces catégories ayant chacune un coût-production donné, compte tenu de la valeur-temps accumulée pour l'extraction, fonderie, transports, etc. Nous voyons donc la complexité et le nombre de personnes occupées à la statistique coût-temps nécessaire dans cette suite ininterrompue de transformations, de plus le temps de production variera dans des usines différentes n'ayant pas tous une productivité égale, même en admettant qu'en société

collectiviste, comme communiste d'ailleurs, on arrive à une plus grande standardisation et, par là, une rationalisation socialiste supérieure à l'actuel régime concurrentiel – concurrence maintenue d'ailleurs avec la monnaie-temps.

Si nous ajoutons aux difficultés pratiques, même dans des secteurs techniquement avancés comme dans l'exemple cité, la survivance d'un secteur individualiste: artisans, petits paysans, petites manufactures dans les débuts de la société révolutionnaire, nous voyons que le problème devient encore plus complexe. Le coût-temps chez un paysan individuel varie du simple au triple ou quadruple par rapport à une ferme socialisée travaillant avec des moyens techniques supérieurs et bénéficiant d'un travail social multiplié. De même le coût par région donnée, tant dans le secteur privé que collectiviste, subit également des variations sensibles avec «les diverses régions». Nous ne voyons pas très bien la détermination «valeur-temps» de production d'un chou-fleur, d'un kg de tomates d'une botte de radis, etc. C'est une armée de chronomètres qu'il faudrait! Le coût d'un service public dans ses divers services? Même si, avec certaines écoles collectivistes qui prévoient la gratuité de tous les services publics, on élimine ce problème, il reste le secteur productif proprement dit, et c'est déjà bien complexe.

Nous devons avant de conclure ce chapitre aborder rapidement la conception du «collectivisme anarchiste» défendu par Bakounine par opposition au «communisme autoritaire» de Marx, puis repris par Ricardo Meilla qui en fut le dernier théoricien; chez ce dernier, il était une synthèse du «mutuellisme» proudhonien et du collectivisme de Bakounine (secteur individuel et secteur collectiviste).

Il va sans dire que si Bakounine parlait d'une rétribution d'après le temps de travail, pour lui, «à chacun selon ses œuvres» n'a jamais signifié l'existence ou la persistance d'une hiérarchie, c'est-à-dire d'une rétribution qualitative du travail. Bakounine s'est toujours affirmé partisan d'une

égalité économique *pour une durée de travail donnée* quelle que soit la spécialisation du travailleur: la société socialiste assumant la charge d'éducation, d'instruction, de documentation des spécialistes, techniciens, savants, d'une façon complète et gratuite, ces derniers seraient mal venus de demander une part plus grande dans la répartition de la production, ils ne font que rendre à la société par leurs connaissances et savoir que, grâce à elle, leur intelligence leur a permis d'acquérir, l'avance que leur avait faite cette même société.

Nous voyons que les conceptions socialistes de Bakounine se rapprochent en fait du communisme-anarchiste, né un peu plus tard...

## **La monnaie de consommation en régime communiste-anarchiste:**

Le principe communiste se définissant par la formule célèbre «de chacun suivant ses moyens, à chacun suivant ses besoins» nous voyons que le communisme n'est, en fait, que du socialisme intégral. Le collectivisme ne socialise que les moyens de production et services publics mais maintient une rétribution individuelle «à chacun suivent ses œuvres»: le collectivisme repose donc sur «l'échange», alors que le communisme socialise en plus la consommation, réalise l'égalité économique ou équivalence des conditions. Il repousse donc, toute conception échangiste, pour réaliser une économie des besoins, «l'économie distributive».

Comment réaliser dans les faits, ce principe d'égalité économique?

Ici une parenthèse: Il va sans dire que – en particulier dans le domaine alimentaire qui est le domaine où une telle expérience peut être réalisée, après évaluation des stocks et production donnée, par branches – toute production suffisamment abondante pour être distribuée «librement» sans

entraîner de perturbations sera distribuée librement. Nous pensons, d'ores et déjà, que, pour la France en particulier et compte-tenu des capacités de production présentes, le pain, les pâtes alimentaires, la farine, etc., pas mal de légumes, les céréales en général, certains fruits pourraient sans danger, après un temps plus ou moins long, être distribués librement, de même pour certaines productions industrielles. Pour ces produits abondants donc, pas de problème.

Pour les produits insuffisamment abondants pour être distribués librement et pas assez rares pour être répartis rationnellement, il existe deux procédés:

### **1° les bons de répartition**

établis en fonction des besoins de la société dans son ensemble. Dans le cas du «collectivisme», cette évaluation tiendra compte du nombre d'enfants par groupe d'âge, des «non-producteurs» ou «non-travailleurs»: femmes occupées chez elles, infirmes, malades, vieux travailleurs, etc., et aussi du nombre de ménages, des célibataires, etc., statistiques faciles à établir et qui existent d'ailleurs en société capitaliste. Cela dit, il est facile d'avoir un tableau des besoins.

S'agit-il de répartir des cuisinières, fourneaux à gaz, machines à laver, réfrigérateurs, etc? Ces articles n'intéressent, en général, que les ménages, l'homme ou la femme vivant seul, en hôtel municipal, et mangeant dans des restaurants municipaux ou d'entreprise, faisant laver leur linge à la Blanchisserie municipale de rue, de quartier, les vieux seuls, en maison de retraite, n'ont pas besoin de tels articles.

En tenant compte de tous ces facteurs et connaissant l'importance des stocks et des capacités productives à une époque donnée, tout en maintenant toujours une marge de sécurité dans les stocks, il est simple de distribuer par branche de production la quote-part de chacun en bons de

répartition, chacun s'approvisionnant aux magasins spécialisés des villages et villes des produits en échange de ses bons.

Si ce procédé semble en tout point équitable, on lui reproche, à juste titre d'ailleurs, d'être trop rigide, de ne pas respecter le choix et les goûts de chacun: telle personne végétarienne n'aura que faire de son «bon» mensuel de viande par exemple, telle autre personne n'aura que faire de son «bon» pour un réfrigérateur qu'elle possède déjà alors qu'une machine à laver ferait mieux son affaire, etc.

### **La «monnaie de consommation» ou «monnaie distributive»**

Tout cela nous oblige à prévoir un moyen plus adapté aux goûts et besoins de chacun. Car, si, bien souvent, on a assimilé le «communisme-libertaire» à l'uniformité, c'est, hélas! que l'on connaît mal nos conceptions ou que l'on voulait, par cette boutade, convaincre les autres que nous n'étions que des niveleurs à tout prix.

L'égalité économique, pour nous, ne peut se concevoir que dans le respect des diversités de goût, l'uniformité, c'est la caserne.

De même qu'un individu naît avec des facultés physiques ou intellectuelles différentes de tel autre, de même il faut admettre des goûts, des vocations différentes. La seule chose que nous ne pouvons admettre: c'est que quelqu'un puisse «se goinfrer» pendant que d'autres crèvent de faim, que certains habitent des immeubles insuffisamment occupés pendant que d'autres crachent leurs poumons dans des taudis, etc.

Les réalités humaines nous font un devoir d'envisager un moyen moins rigide que les bons de répartition; ce moyen c'est la «monnaie de consommation» ou encore «monnaie distributive».

Comment réaliser techniquement une monnaie de consommation qui soit, comme son nom l'indique, le reflet non plus du coût de production-temps, mais le reflet de la production à distribuer



indépendamment du «coût de revient» de l'économie «échangiste»?

L'application en est simple. Connaissant le facteur démographique d'une part, et la masse de produits à distribuer, d'autre part, il est facile de déterminer la part-monnaie de chacun.

Il résulte du rapport des parts moyennes de chacun pour l'ensemble des produits, comme dit dans la partie «bons». Disons tout de suite que le nom donné à cette monnaie nous importe peu, qu'on l'appelle «point» ou, pour rester d'avantage dans les habitudes, «franc»: le résultat et le contenu est le même.

Prenons un exemple; nous partons du principe que les parts moyennes de chacun pour les divers objets ou produits ont une même valeur comptable:

Supposons que les parts moyennes pour quelques objets et produits soient *par an*:

Blé: 200 Kg – estimons le Kg à 10 F = 2.000 F.

Vin 200 L. = 2.000 / 200 = 10 F le litre.

Tissus

- Laine 15 M = 2.000 / 15 = 133 F le mètre.
- Coton: 20 M = 2.000 / 20 = 100 F le mètre.
- Soie: 8 M = 2.000 / 8 = 250 F le mètre.

Viande: 100 Kg = 2.000 / 100 = 20 F le kilo.

Poste T.S.F.:  $\frac{1}{4}$  = 2.000  $\times$   $\frac{1}{4}$  = 8.000 F pièce.

Nous voyons par ce court exemple qu'il y a bien un rapport «quantité produits – monnaie consommation» quand on les compare sur les quantités moyennes; tandis que le coût-temps donnerait évidemment des rapports différents. Exemple: la

viande est par rapport de 100 à 200 en ce qui touche le blé et bien dans les mêmes rapports monnaie 10 à 20, alors que la monnaie-temps donnerait: 10 à 60 environ, blé-laine: 10 à 200 au moins.

Si la production varie: le rapport varie dans des proportions inverses. Ainsi, si nous obtenons 20 mètres de tissu de laine au lieu de 15 dans l'exemple, le rapport-monnaie sera de  $2.000/20 = 100$  F le mètre au lieu de 133 F. et ainsi de suite: le rapport «masse-monnaie distributive» et «masse-produits» reste toujours constant dans ses proportions inverses.

Mais tout de suite, une question se pose: Il reste évident que la révolution n'entraînera pas tout de suite l'ensemble de la population aux conceptions communistes-libertaires; si ces conceptions sont acquises dans les entreprises industrielles dans leur grosse majorité, si, dans l'agriculture, si nous prenons la France, les régions de grosse propriété peuvent passer immédiatement à la socialisation des terres, par contre, dans les régions où prédominent les petites propriétés familiales, nous devons admettre la survivance pendant un certain temps de cette petite propriété, la révolution ne pouvant réaliser la socialisation forcée, comme on a réalisé l'étatisation forcée en Russie. L'héritage étant supprimé et les transactions immobilières rendues impossibles, c'est par l'exemple que nous devons gagner ces individualistes à la cause communiste, soit directement, soit par l'intermédiaire des coopératives de production qui seront alors une étape, soit enfin par le canal collectiviste qui a une grande parenté avec la coopérative de production. Ce que nous avons dit pour la petite paysannerie vaut pour un large secteur artisanal qui, lui aussi, évoluera vers une conception socialiste. Tout cela dans la phase inférieure du communisme-libertaire. Car, positivistes, nous ne voyons pas les hommes tels que nous voudrions qu'ils soient mais tels qu'ils sont, avec leurs préjugés, leurs coutumes et tout l'héritage de générations du régime «prix-salaire-profit», mais nous voulons croire qu'un

changement dans les structures économiques et sociales entraînera assez rapidement une évolution vers des formes supérieures de production par la loi de l'exemple.

Comment sera réglé le problème pour les secteurs individualistes, coopératifs et collectivistes puisque la monnaie de consommation ne repose pas sur le «prix de revient-temps» et que nous devons en même temps créer une équivalence des conditions?

Nous pensons qu'en dehors des calamités (grêle, gelées, inondations, etc.) pour l'agriculture où la solidarité communiste doit jouer à plein, il est évident qu'il peut y avoir un petit décalage dans certains cas entre le niveau de consommation socialiste et individuel, si par paresse, par exemple, l'individualiste ne fait pas rendre à sa terre tout ce qu'elle peut rendre, compte tenu de ses moyens de production d'une part et des rendements moyens par secteur de territoire donné, les rendements variant pour une culture donnée avec le terrain. La société socialiste ne peut comme la société capitaliste se payer le luxe de faire vivre une armée d'oisifs, de paresseux. La paresse faisant acte d'autorité vis-à-vis des autres travailleurs en obligeant ces derniers à travailler d'avantage, car le paresseux entend rester un «consommateur» à part entière. L'oisiveté n'a donc jamais été une liberté pour un homme valide.

Dans la mesure où les individualistes, les collectivistes et coopérateurs de production livrent aux entreprises de stockage communales ou cantonales en tenant compte des superficies cultivées et du rendement moyen dans ces secteurs, eux et leur famille toucheront leur «quote-part», comme tous les consommateurs. Dans le cas cité plus haut il sera proportionnel (sauf pour les enfants qui reçoivent leur part) aux récoltes livrées pour les coopératives et collectivités le montant global monnaie sera remis à la coopérative ou collectivité qui répartira suivant ses structures internes, égalitairement ou d'après les superficies ou récoltes, etc.

Pour les artisans à conscience professionnelle normale: chiffre monétaire consommation égal aux autres, pour ceux qui seraient considérés «tire-au-flanc» par les personnes faisant appel à leurs services, il deviendrait proportionnel.

Nous voyons que la société fédéraliste libertaire, avec la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la domination de l'homme sur l'homme, est la seule méthode d'organisation qui permette la cohabitation des 4 secteurs dans la PHASE INFÉRIEURE DU COMMUNISME, dans une société en évolution vers la totale solidarité communiste.

La période de changement de la monnaie peut-être admise à intervalle plus ou moins grands. Nous voyons que la monnaie de consommation offre une grande simplicité par rapport à la monnaie collectiviste de la valeur-temps, puisque dans notre système tout ne repose que sur une statistique comptable-matière indépendamment de la valeur-temps. En plus de son rôle distributif, la monnaie distributive joue un autre rôle: celui d'indiquer la satisfaction des besoins et préférences dans les divers secteurs des biens d'usage ou de consommation.

Bien entendu, comme leur rôle les y désigne les services publics, l'habitat, l'hygiène sont entièrement gratuits en société communiste de même que pour les engrais, les produits anticryptogamiques livrés à l'agriculture, les réparations de matériel divers, etc., les seules choses payantes, en monnaie-consommation sont les produits de consommation, d'usage vestimentaire, ménagers, et, en général, tous les produits industriels d'usage individuel: cycles, autos individuelles et familiales, etc.

La monnaie de consommation reste bien la monnaie la plus rationnelle, surtout si nous envisageons l'évolution des techniques industrielles. Les partisans de la monnaie-temps resteraient bien embarrassés si on leur demandait de déterminer le temps de production dans une usine automatique où les seuls éléments rentrant en compte restent le «capital

constant» suivant la définition marxiste, le capital variable étant réduit presque à néant. D'autre part la production est un moyen non un but, elle est le moyen de satisfaire des besoins. C'est cela le but en société socialiste, d'où une monnaie appropriée au bût' et non au moyen.

Nous avons évité l'emploi de formules, de style souvent incompréhensibles pour la majorité des lecteurs, les érudits en économie politique nous en excuseront. Pour beaucoup de ces derniers tout cela paraîtra simpliste. C'est qu'en effet en société socialiste tout devient simple dès que nous sortons du système «argent-marchandise-argent» ou encore du cycle vente-achat. Avec Kropotkine nous restons convaincus que c'est ce système «vente-achat» que nous voulons abolir, car il reste la cause du capitalisme et non pas le contraire comme l'affirment certains marxistes. La survivance de la vente et de l'achat après une révolution signifierait que la société capitaliste a évolué vers d'autres formes de société d'exploitation, mais jamais nous ne pourrions dire que nous sommes en société socialiste, l'exemple russe est suffisamment édifiant sur ce plan pour que nous insistions.

J. Lagorce

N.B. Dans un autre article nous traiterons de la conception constructive de l'anarchisme révolutionnaire à la lumière des faits et expériences connus à ce jour.